

Date de dépôt : 28 août 2009

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique de la solidarité internationale pour l'année 2008

Mesdames et
Messieurs les députés,

Conformément à l'article 4 de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 4 octobre 2001 (D 1 06 – L 8480), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport annuel sur le thème de la solidarité internationale.

1. Préambule

L'année 2008 a été traversée par de nombreuses crises d'ordre alimentaire, climatique et financière. Ces crises frappent plus durement encore les habitant-e-s des pays en développement ou en transition. L'augmentation du prix des céréales provoque des situations de famine dans plusieurs pays d'Afrique; les cyclones et tempêtes continuent à faire rage de façon régulière et touchent des populations déjà démunies; la crise financière contraint au retour dans leur pays de nombreuses personnes migrantes, venues travailler dans les pays industrialisés et se solde aussi par une diminution des transferts d'argent aux pays pauvres. Tous ces éléments participent à la difficulté de réaliser les Objectifs du Millénaire convenus à l'échelle internationale.

Pour faire face à ces multiples crises, la Suisse a décidé de renforcer sa coopération internationale. L'intention du parlement fédéral de porter l'aide publique au développement à 0,5 % du revenu national brut constitue un signal positif en ces temps difficiles. Cette aide fédérale permettra de renforcer la coopération bilatérale et multilatérale dans les pays de concentration.

A Genève, dans le cadre de la loi sur le financement de la solidarité internationale, la volonté des autorités cantonales a permis en 2008 d'augmenter la contribution aux projets de coopération. La politique adoptée

par le canton est confortée par les liens de proximité tissés avec les associations bénéficiaires, par l'existence d'un réseau d'associations actives sur le terrain et la prise de conscience de la part des autorités de la nécessité d'adapter leurs actions aux problématiques actuelles.

La création d'un office des droits humains s'inscrit justement dans cette tendance. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 2008, le service de la solidarité internationale, le bureau de l'intégration des étrangers, le service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme, et le bureau du délégué aux violences domestiques sont rattachés au nouvel office des droits humains du département des institutions. Grâce à cette nouvelle configuration, des actions transversales ont été réalisées entre ces différents services. A titre d'exemple, la campagne de sensibilisation sur les mutilations génitales féminines (MGF) menée auprès des populations migrantes à Genève a pu être complétée par le subventionnement de projets dans différents pays (Mauritanie, Kenya, Mali) où perdurent ces pratiques par le fonds de la solidarité internationale.

L'année 2008 a aussi été celle du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. A cette occasion, diverses manifestations ont eu lieu à Genève, conférant ainsi à notre cité le rôle de capitale internationale des droits humains.

L'expérience cantonale en matière de coopération internationale et d'aide humanitaire est aussi reconnue par les autres cantons qui font régulièrement appel à la pratique genevoise. En 2008 également, les communes genevoises ont pu échanger sur leurs procédures et leur vision du rôle des collectivités publiques dans le développement avec le service de la solidarité internationale.

Enfin, le canton de Genève a poursuivi sa mission de sensibilisation du public aux thématiques de la coopération au développement.

2. Actions développées en 2008

2.1. Financements accordés par le canton de Genève en 2008¹

2.1.1. Commission consultative de la solidarité internationale

Les demandes de financement de plus de 60 000 F sont soumises à l'examen de la commission consultative de la solidarité internationale (CCSI)². Cette commission, nommée par le Conseil d'Etat et composée de six représentant-e-s de l'Etat et de quatre expert-e-s externes, émet un préavis sur les projets, avant de les soumettre à l'approbation du Conseil d'Etat.

En 2008, la CCSI a tenu cinq séances au cours desquelles elle a examiné quinze projets de coopération au développement. Sur la base des évaluations de la CCSI, le Conseil d'Etat a approuvé sept nouveaux projets de coopération au développement et en a refusé huit. A la fin de l'année 2008, neuf dossiers étaient en attente d'examen. De plus, quatorze projets lancés en 2006 et 2007 ont fait l'objet d'un suivi par le service de la solidarité internationale. Les tranches annuelles prévues ont été débloquées suite à la réception et à l'approbation des rapports opérationnels et financiers intermédiaires. En 2008, l'Etat de Genève a versé au total 3 078 320 F à des projets de plus de 60 000 F.

2.1.2. Projets de moins de 60 000 F

Le canton de Genève continue d'accorder toute son importance au financement de projets présentés par de petites associations qui s'engagent sur le terrain dans la réalisation de projets concrets impliquant directement les populations concernées. Sur la base de l'examen du service de la solidarité internationale, le département des institutions est habilité à octroyer toute subvention inférieure ou égale à 60 000 F.

Sur les 54 projets instruits par le service de la solidarité internationale en 2008, 30 ont été acceptés, 4 reconduits pour une deuxième tranche de financement et 15 refusés, tandis que 5 dossiers étaient en attente et devront être examinés en 2009. D'autre part, le service de la solidarité internationale, a refusé vingt dossiers qui ne remplissaient pas les critères préalables à une demande de financement.

En 2008, la part du budget de la solidarité internationale allouée aux projets de moins de 60 000 F s'est élevée à 1 046 638 F.

¹ Cf. annexe 1

² Cf. annexe 2

Le canton a notamment contribué à la mise sur pied de projets dans différents domaines, comme l'accès à l'eau potable en Ouganda, au Mali et en Haïti; la construction d'écoles au Togo, Laos, Vietnam et Burkina Faso; la mise en place de structures d'accueil pour enfants en Colombie, en Équateur, en Bolivie et au Kenya; la formation professionnelle au Cambodge, et la gestion de déchets au Burkina Faso.

2.1.3. Projets d'aide humanitaire

Le canton de Genève a répondu aux appels d'aide d'urgence pour les populations affectées par le passage du cyclone Nargis en Birmanie en mai 2008. Plusieurs ouragans ont dévasté des régions déjà défavorisées en Haïti. La lutte contre les épidémies du virus d'Ebola en Ouganda et du choléra en Guinée-Bissau ont fait partie des actions soutenues par le Conseil d'Etat en 2008.

Les victimes des conflits qui ravagent l'est de la République Démocratique de Congo et les populations civiles touchées par la crise en Géorgie, ont pu bénéficier du soutien médical et psychosocial grâce aux fonds du canton de Genève.

Nos partenaires pour les actions d'aide humanitaire ont été la Croix-Rouge Suisse (CRS), Médecins sans Frontières (MSF), CARE International et la Fondation Terre des Hommes-Lausanne.

2.1.4. Actions ou manifestations à Genève

La chancellerie d'Etat instruit, en collaboration avec le service de la solidarité internationale, les dossiers concernant les actions ou manifestations ayant lieu à Genève et impliquant les pays en développement. En 2008, 24 nouveaux dossiers ont été reçus, dont 11 ont été acceptés. Le groupe interdépartemental aux affaires internationales (GIAI) a examiné toutes les demandes de financement supérieur à 60 000 F et le service du protocole a assuré le suivi du contrat de prestations avec Mandat international ainsi qu'avec le Service international pour les droits de l'homme (SIDH), le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP), le Centre international pour l'éducation aux droits de l'homme et à la paix (CIFEDHOP) et le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM).

Un total de 622 500 F a été attribué en 2008 à des actions ou manifestations à Genève dans le cadre de la loi sur le financement de la solidarité internationale.

2.1.5. Information et sensibilisation du public aux problématiques des pays en développement

Selon le règlement d'application de la loi, le service de la solidarité internationale a aussi pour tâche de sensibiliser le public aux problématiques des pays en développement et d'informer les citoyennes et citoyens de son action.

Dans cette optique, un soutien financier a été accordé en 2008 à plusieurs festivals genevois tels que « Black Movie », le « Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains » (FIFDH) ou le « Festival International du Film Oriental de Genève » (FIFOG).

Plus précisément, le Festival Black Movie a présenté à un public de plus en plus nombreux, une sélection de près de 100 films d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique.

La 6^{ème} édition du FIFDH, qui s'est déroulée du 7 au 16 mars, était dédiée à Aung San Suu Kyi. Plus de 16 000 festivaliers et de 60 intervenants venus du monde entier ont participé à la vingtaine d'événements consacrés aux droits humains (films, tables rondes, débats). La soirée d'ouverture s'est concentrée sur le 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Louise Arbour, David Roosevelt (petit-fils d'Eleonor Roosevelt) et Stephane Hessel (ancien Ambassadeur de France et dernier survivant des auteurs de la déclaration) étaient présents pour cet événement.

Pour sa 4^{ème} édition, le FIFOG a poursuivi son exploration des sociétés orientales à travers des films qui suscitent la réflexion sur les réalités politiques, économiques et culturelles des pays musulmans et leurs rapports avec le monde.

L'information consacrée aux actions de solidarité internationale et aux événements publics qui se développent à Genève peut être consultée sur le site internet www.ge.ch/solidarite. Les projets soutenus par le canton de Genève sont aussi actualisés régulièrement sur le site et accessibles au public.

Tableau récapitulatif

Projets	Projets traités	acceptés	reconduits	refusés	en attente
>60 000 F (CCSI)	38	7	14	8	9
Aide humanitaire	8	7			1
<60 000 F	54	30	4	15	5
Projets de sensibilisation / information	10	7		3	
Projets/manifestations à Genève et impliquant les pays en développement	29	11	2	13	3
Total	139	62	20	39	18

- 22 autres dossiers soumis au service ne remplissaient pas les critères préalables à une demande de financement

3. Évaluation et suivi des projets

En 2008, le service de la solidarité internationale a étudié les rapports d'activités et les rapports financiers correspondant aux projets soutenus en 2006 et 2007. C'est ainsi que le service a reçu et examiné:

- pour les projets de plus de 60 000 F, vingt-six rapports, dont 10 rapports finaux et 16 rapports intermédiaires. Six rapports finaux de projets soutenus en 2007 sont encore attendus fin 2008;
- pour les projets de moins de 60 000 F, 34 rapports dont quatre rapports intermédiaires et 30 finaux.

Le versement d'une deuxième tranche de financement reste conditionné à la réception d'un rapport intermédiaire opérationnel et financier qui est examiné selon une grille de lecture et d'analyse élaborée à cet effet. De plus, les rapports finaux des projets de plus de 60 000 F sont envoyés aux rapporteurs de projets de la CCSI.

Par ailleurs, en 2008, deux visites de terrain ont été réalisées par les collaborateurs du service de la solidarité internationale. Ces deux missions ont permis d'évaluer le travail de plusieurs associations:

- Madagascar: deux projets ont été évalués:
 - le projet « Encadrement scolaire en faveur des enfants défavorisés des bidonvilles de Madagascar » de l'association ASED (*Association pour le soutien des enfants en détresse*), qui a été soutenu par le Canton de

Genève pour la période 2006-2008 pour un montant de 200 000 F. Des recommandations relatives à la poursuite du projet ont été transmises à l'association;

- le dispensaire médical à Mahajanga, de l'association *Aina Vao*. La visite sur place a permis d'avoir une vision claire sur la pertinence de ce projet soumis à la CCSI. Elle a décidé de donner un financement de 180 000 F pour la période 2008-2010.

– Mali: deux projets ont été évalués:

- « Les écoles bleues dans la région de Koulikoro » de l'association IRHA (*Internationale Rainwater Harvesting Alliance*);
- « Adduction d'eau pour le village de Kalakan » de l'association *MEDES-SAPCOM*.

Deux autres projets en cours ont pu être visités lors de cette mission:

- « Promotion des initiatives communautaires dans le cercle de Gourma Rharous » de l'association Islamic Relief;
- « Insertion socio-économique des femmes et appui aux écoles communautaires à Bourem-Inaly » de l'association Le Pont de Mali.

Enfin, à la demande de la CCSI, deux évaluations externes ont été conduites :

- en Bolivie: « Éducation et information pour la prévention du Sida dans le département de Cochabamba », Bolivie. Projet de *l'Institut du développement Humain* (IDH);
- au Burundi: « Pour un rapatriement durable: investissement dans l'éducation des jeunes burundais rapatriés et vulnérables » du RET (*Foundation for the Refugee Education Trust*).

Ces deux rapports d'évaluation ont recommandé à l'Etat de Genève de poursuivre sa collaboration avec les deux associations.

4. Les relations avec les différents partenaires

4.1. Fédération genevoise de coopération (FGC)

Le soutien du canton de Genève est destiné au financement de projets réalisés par les associations membres de la FGC dans les pays en développement ou pour des activités d'information.

Le deuxième Carrefour genevois de la solidarité organisé par la FGC a eu lieu du 24 au 26 janvier 2008 au Théâtre Forum de Meyrin. L'édition,

intitulée « *La migration : dernière chance du développement?* » a eu pour thème les liens et les interactions entre migration et développement. Les activités proposées (débat, tables rondes, formation, expositions...) au cours du forum ont recueilli un grand succès.

Un avenant au contrat de partenariat 2005-2008 a été signé au mois de mai par l'Etat de Genève et la FGC pour formaliser l'augmentation de 500 000 F inscrite au budget 2008 du canton en faveur de la FGC. La subvention accordée à la FGC pour l'année 2008 s'est ainsi montée à 3 000 000 F.

La conférence annuelle de la FGC, à laquelle Mme Fabienne Bugnon, directrice de l'office des droits humains, a participé, s'est tenue le 19 juin dans la commune d'Onex. La première partie de la conférence a été consacrée au dialogue institutionnel et aux informations des différentes collectivités publiques engagées avec la FGC. La discussion générale a notamment porté sur la présentation du bilan 2007 et des perspectives 2008 de la FGC et la création et la mise au concours d'un poste de secrétaire général-e qui pilotera l'exécutif de la FGC.

Le contrat de partenariat entre l'Etat de Genève et la FGC signé en 2005 a pris fin le 31 décembre 2008. En vue du renouvellement de ce contrat pour une nouvelle période de quatre ans (2009-2012), des séances de travail entre le SSI, le service juridique de l'ODH et la FGC ont débuté dès le mois d'octobre 2008. Durant la même période, le thème de l'harmonisation des indicateurs de suivi et des évaluations a été débattu entre le SSI et les autres bailleurs de fonds de la FGC, afin d'en tenir compte dans l'élaboration de ce nouveau contrat. Le projet de contrat, rédigé en décembre 2008, a été soumis au Conseil d'Etat au début 2009.

4.2. Comité International de la Croix-Rouge

La subvention annuelle affectée aux actions humanitaires que le CICR mène sur le terrain en faveur des « conflits oubliés » a été attribuée en 2008 aux activités en Afghanistan, en Irak et au Liberia.

En décembre 2008, le CICR a organisé une rencontre avec les membres de la commission des affaires communales, régionales et internationales du Grand Conseil ainsi qu'avec les chef-fe-s de groupes et différent-e-s membres du bureau du Grand Conseil. Le Président du CICR, Monsieur Jakob Kellenberger a présenté les actions actuelles du CICR ainsi que les enjeux auxquels les collaborateurs doivent faire face sur le terrain. Il a remercié chaleureusement le canton de Genève pour son soutien destiné aux conflits oubliés.

4.3. Relations avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et les autres cantons suisses

La DDC a fait l'objet d'un remaniement de fond en 2008. Cette réorganisation a jeté les bases nécessaires à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de développement au sein de la Confédération. La deuxième phase de la réorganisation se déroulera en 2009 et portera sur la redéfinition des relations entre le siège de Berne et les Bureaux de coopération sur le terrain.

Le 30 octobre 2008 s'est tenue à Fribourg la deuxième rencontre entre les cantons et la Confédération à propos de l'aide au développement. M. Martin Dahinden, ambassadeur et nouveau directeur de la DDC, a présenté la réorganisation de la DDC et communiqué les perspectives et conséquences que ce changement implique pour les cantons. Dorénavant, c'est la division Partenariats Institutionnels, dont le chef est M. Konrad Specker, qui gèrera pour la DDC les relations avec les cantons. MM Laurent Moutinot et Pascal Corminboeuf, respectivement président du Conseil d'Etat de Genève et de Fribourg, ont assisté à cette rencontre.

Dans le cadre des relations intercantionales, un projet de santé mentale en Bosnie-Herzégovine est en phase de préparation. Une mission de terrain a été effectuée en octobre 2008 par des membres des 4 cantons engagés (Genève, Jura, Fribourg et Berne), ainsi que par le consultant de la DDC. Un pré-projet conjoint Confédération-cantons sera élaboré en 2009. Le montage interinstitutionnel est complexe mais constitue un atout visant à réaliser sur le terrain un projet dans lequel les cantons et la DDC pourront démontrer leurs complémentarités.

4.4 Relations avec les communes genevoises

Dans le but de partager les expériences et d'échanger les différentes procédures relatives aux demandes de soutien financier, le service de la solidarité internationale a organisé en septembre 2008, une première réunion avec toutes les communes genevoises actives dans la coopération au développement. Dix communes étaient présentes alors que sept se sont excusées. La rencontre, présidée par la directrice générale de l'office des droits humains, a permis de mettre en évidence les efforts consentis par les communes dans la coopération au développement. Lors de la réunion, les points suivants ont été retenus :

- travailler en réseau à partir du site Internet de la solidarité internationale du canton;

- mettre en place une meilleure communication et transmission d'informations concernant les évaluations réalisées par le service de la solidarité internationale et mises à disposition des communes;
- harmoniser les procédures si les communes le sollicitent (mise à disposition des formulaires de demande, des rapports du service de la solidarité internationale);
- instaurer une rencontre annuelle entre les communes genevoises et le canton.

5. Fonds de lutte contre la drogue

Alimenté par les saisies relatives au trafic de stupéfiants, ce fonds est destiné à financer des projets de lutte contre la drogue dans les pays en développement. A ce titre, il figure sous une rubrique budgétaire spécifique, non comprise dans le budget de la solidarité internationale.

En 2008, le montant alloué au département des institutions pour la lutte contre les stupéfiants dans les pays en développement s'est élevé à 258 612 F. Ce fonds a permis de financer plusieurs projets dont un projet de prévention de la consommation de drogue et d'assistance à des jeunes toxicodépendant-e-s en Uruguay, un projet d'accompagnement communautaire et de prévention de la consommation de drogue et d'alcool au Pérou et un projet d'activités alternatives pour prévenir l'exode des jeunes dans des régions de production de plantes à drogue au Pérou.

6. Le budget de la solidarité internationale³

En 2008, le budget global de la solidarité internationale a été de 13 798 894 F dont 13 100 000 F destinés aux subventions. L'annexe 6 indique les attributions par rubrique du fonds de la solidarité pour 2008. Une augmentation de 1 000 000 F sur le budget 2008 de la solidarité internationale, a permis d'augmenter de 500 000 F la contribution à la Fédération genevoise de coopération ainsi que d'augmenter la contribution aux projets de coopération au développement et d'aide humanitaire financés directement par le canton de Genève.

Ce montant a contribué à soutenir soixante-deux nouveaux projets et de respecter les engagements sur vingt projets en cours de réalisation. A la fin de l'année 2008, dix-huit dossiers étaient en attente d'évaluation pour un

³ Cf annexe 3

éventuel financement. Deux millions de francs sont engagés début 2009 sur des projets en cours.

7. Audit de l'inspection cantonale des finances

En 2008, le service de la solidarité internationale a fait l'objet d'un audit de l'inspection cantonale des finances (ICF). Les outils de gestion utilisés par le service pour garantir les procédures d'attribution des fonds et le suivi des subventions ont été largement examinés et discutés.

La problématique de l'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF) aux subventions soumises à la solidarité internationale a fait l'objet de recommandations de l'ICF, dans son rapport d'audit. En particulier, l'ICF a estimé que l'exclusion de la LIAF de la subvention à la FGC n'était pas justifiée.

Ne partageant pas les conclusions des observations 4.3 et 4.4.1 du rapport n° 09-20, le service de la solidarité internationale et le département des institutions ont explicité leur position dans le rapport précité.

Soumis au Conseil d'Etat, celui-ci a tranché lors de sa séance du 18 août 2009, par l'adoption d'un extrait de procès-verbal décidant de confirmer sa position sur l'exclusion du champ d'application de la LIAF des subventions versées dans le cadre de la solidarité internationale, en application de l'article 4 LIAF, et par conséquent de ne pas mettre en œuvre les recommandations de l'inspection cantonale des finances découlant des observations 4.3 « *Application de la LIAF aux subventions soumises à la loi sur le financement de la solidarité internationale* » et 4.4.1 « *Observations relatives à la Fédération Genevoise de coopération (FGC) - Contrat de prestations* » du rapport n° 09-20 aux motifs suivants :

- Vu l'article 22 de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995 (LSGAF ; D 1 10);
- Vu la position de l'audit émise dans le cadre du rapport de l'inspection cantonale des finances concernant l'audit de gestion sur la solidarité internationale;
- Vu la note générale, datée du 4 décembre 2006, du département des finances sur l'inventaire des indemnités, des aides financières et des exceptions à la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 (LIAF – D 1 11);

- Vu la finalité poursuivie par les subventions dans le cadre de la Solidarité internationale, soit le financement de projets situés hors du territoire suisse, et la nécessité de répondre à des besoins ponctuels et parfois urgents, que la procédure LIAF ne permet pas de traiter dans les délais requis;
- Attendu que les subventions versées dans le cadre de la solidarité internationale, y compris celle versée à la Fédération genevoise de coopération, répondent à des critères de suivi et de contrôle prévus dans la LFSI et son règlement d'application, du 19 juin 2002 (D 1 06.01);
- Attendu que chaque année, le Conseil d'Etat rend compte au Grand Conseil de la politique générale de la solidarité internationale à l'aide d'un rapport détaillé;
- Attendu que l'article 4 LIAF concerne les exceptions au champ d'application de la loi;
- Attendu que les subventions versées dans le cadre de la Solidarité internationale figurent dans l'inventaire exhaustif des indemnités et des aides financières du Conseil d'Etat avec la mention de l'article 4 LIAF;
- Attendu que cet inventaire est transmis annuellement dans le cadre du vote du budget par le Grand Conseil.

Le Conseil d'Etat a, par ailleurs, communiqué cette décision aux commissions des finances et de contrôle de gestion du Grand Conseil, conformément à l'article 22, alinéa 3, de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques (LSGAF).

8. Conclusion

Le canton de Genève poursuit son engagement en faveur de la solidarité internationale et promeut une coopération au développement efficace capable de contribuer à l'apport de solutions durables à la pauvreté, à la destruction de l'environnement, aux phénomènes migratoires et aux déséquilibres qui touchent des millions de personnes à travers le monde. De nombreuses associations genevoises sont aujourd'hui mobilisées pour œuvrer dans ce sens et le canton de Genève soutient leurs activités grâce à la loi sur le financement de la solidarité internationale. La politique d'augmentation budgétaire annuelle par paliers successifs maintenue par le Conseil d'Etat devrait permettre d'atteindre l'objectif du 0,7% fixé par la loi sur la solidarité internationale. Dans cet esprit, en 2008, une motion a été déposée au Grand Conseil concernant la solidarité internationale. Il s'agit de la motion M 1788 : « 7 bonnes raisons d'atteindre le 0,7 à Genève en 7 ans ».

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

Le chancelier :
Robert HENSLER

Le président :
David HILER

Annexes :

1. *Liste des projets soutenus en 2008*
2. *Liste des membres de la commission consultative pour la solidarité internationale*
3. *Budget 2008*
4. *Répartition géographique des actions de la solidarité internationale*
5. *Répartition par domaine d'action*
6. *Répartition Genève-terrain*

Annexe 1

DÉPARTEMENT DES INSTITUTIONS
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - PROJETS 2008

Droits humains et promotion de la paix	537'855
APPEL DE GENÈVE, <i>International</i>	200'000
Convention de partenariat visant à la réalisation de projets de lutte contre l'utilisation de mines antipersonnel (2007 - 2009)	
ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE, <i>International</i>	200'000
Programme des défenseurs des droits humains (2008 - 2010)	
CODAP, <i>International</i>	85'000
Programme international d'appui aux jeunes défenseurs des droits humains (2006 - 2008)	
MAASAI AID ASSOCIATION, <i>Kenya</i>	30'000
Projet d'information et d'action préventive pour l'éradication des mutilations génitales féminines	
FEMMES EN NOIR, <i>Palestine</i>	13'130
Constitution d'un réseau d'associations de femmes en Cisjordanie	
YAKAREE, <i>Mauritanie</i>	9'725
Campagnes de sensibilisation contre les mutilations génitales féminines	
Micro économie et actions sociales	465'301
FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL, <i>Afrique de l'Ouest</i>	200'000
Programme de protection et de réinsertion sociale et professionnelle des mineurs isolés (2007 - 2009)	
Association François-Xavier Bagnoud International, <i>Rwanda</i>	81'220
Programme de développement communautaire et de promotion économique (2008-2010)	
GROUPE VOLONTAIRE OUTRE-MER, <i>Bolivie</i>	45'000
Protection des savoirs traditionnels des peuples indigènes	
PROTIERRADENTRO, <i>Colombie</i>	30'594
Femmes unies pour une vie digne et sans violence	
ISLAMIC RELIEF, <i>Mali</i>	30'000
Promotion des initiatives communautaires dans le cercle de Gourma Rharous	

GENILEM DU MONDE, Algérie	30'000
Projet d'accompagnement aux créateurs d'entreprises de la région d'Alger (2007 - 2008)	
LE PONT DU MALI, Mali	24'987
Insertion socio-économique des femmes et appui aux écoles communautaires de la commune de Bourem-Inaly (2007 - 2008)	
VIVAMOS MEJOR, Brésil	23'500
Création d'un centre communal avec jardin d'enfants dans la favela de Trancredo Neves, Rio de Janeiro (2006 - 2008)	
Éducation et Formation	1'090'000
INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT (IHEID), Mali, Vietnam et Pérou	353'000
Formation décentralisée - programme "International Master in Advanced Studies" (IMAS)	
ORT, Afrique de Sud	150'000
Projet d'éducation aux technologies de l'information et la communication, destiné à la population défavorisée de Dikhatole à Johannesburg (2007-2008)	
CASA ALIANZA, Honduras	150'000
Education et formation professionnelle des enfants des rues à Tegucigalpa (2007-2009)	
REFUGEE EDUCATION TRUST, Burundi	100'000
Intégration des jeunes rapatriés dans l'enseignement secondaire (2006-2009)	
FONDATION PRINCESSE MARGARITA DE ROUMANIE, Roumanie	65'000
Mise en place d'activités parascolaires et sociales au centre communautaire de Costesti (2006-2008)	
PROGRAMME INTERDISCIPLINAIRE EN ACTION HUMANITAIRE, Genève	60'000
Frais d'écologie en faveur d'étudiants des pays du Sud pour le Master en action humanitaire	
FONDATION AIDE AUX ENFANTS, Colombie	54'000
Formation destinée aux parents ayant placés leurs enfants dans les foyers Bambi	
ASSOCIATION DE SOUTIEN A L'ENFANCE DÉMUNIE, Arménie	50'000
Réhabilitation d'un centre d'éducation préscolaire de la municipalité de Sevan	
CENTRE UNIVERSITAIRE DE DROIT INTERNATIONAL HUMAIN (CUDI), Genève	48'000
Frais d'écologie en faveur d'étudiants des pays du Sud pour le programme de Master en Droit international humanitaire	
BAN KHOK NA KO, Laos	25'000
Construction d'une école secondaire de 6 classes à Muang Feuang	

TOURISM FOR HELP, <i>Cambodge</i>	20'000
Création d'un centre de formation aux métiers du tourisme à Stung Treng	
ASSIKLOASSI, <i>Togo</i>	15'000
Construction d'un bâtiment scolaire de 3 classes à Matchalé (2008 - 2009)	
Environnement / Aménagement du territoire / Infrastructures	435'889
MEDES SAPCOM, <i>Mali</i>	60'000
Renforcement du réseau des radios communautaires Kayira	
MONGAADO VILLAGE TOGO, <i>Togo</i>	52'415
Reconstruction d'un CEG et d'une école primaire de 2 classes dans la région du Kpendjal	
ASSOCIATION DE SOUTIEN A L'ECOLE ELIE LE PROPHETE, <i>Haïti</i>	47'000
Adduction d'eau de la zone agricole de Grand-Goâve à l'aide d'un puits fonctionnant au moyen de panneaux solaires	
ASSOCIATION DE SOUTIEN AU CENTRE ÉCOLOGIQUE ALBERT SCHWEIZER, <i>Burkina Faso</i>	45'000
Assainissement et valorisation des déchets ménagers à Sabaa, périphérie de Ouagadougou	
INGÉNIEURS ARCHITECTES SOLIDAIRES, <i>Équateur</i>	42'000
Création d'une filière en énergies renouvelables et construction d'équipements d'isolation des bâtiments de l'institut INEPE à Quito	
ASSOCIATION POUR L'ENFANCE DU VIETNAM, <i>Vietnam</i>	20'000
Reconstruction de l'école An-Binh	
GRAINE DE BAOBAB, <i>Burkina Faso</i>	40'000
Construction d'un bâtiment scolaire dans le village de V1, Ouâda	
CLASSE SOLIDAIRE, <i>Togo</i>	25'000
Aide au financement et à la construction d'un bâtiment scolaire dans le village de Kadoma, région de Kpalimé	
TUPAJ AMARU, <i>Bolivie</i>	23'744
Construction d'une salle polyvalente à Caltapi Alto	
ADER BURKINA, <i>Burkina Faso</i>	17'750
Construction d'un centre polyvalent de formation et d'appui au renforcement des capacités des producteurs-trices agricoles de la Province de Nayala	
KEISER INITIATIVE FOR UGANDA, <i>Ouganda</i>	15'000
Traitement de l'eau du lac Georges destiné au village de Kasenyi	
REALISE, <i>Mauritanie</i>	47'980
Installation de salles informatiques dans dix écoles de Nouakchott	

Santé	889'181
DRUGS FOR NEGLECTED DISEASES INITIATIVE (DNDi), <i>Ouganda</i>	200'000
Développement d'un traitement pour les patients souffrant de Leishmaniose viscérale (2005-2007)	
WORLD HEART FEDERATION, <i>Fidji et Samoa</i>	150'000
Programme de prévention des maladies cardiovasculaires infantiles (2006-2008)	
MEDECINS SANS FRONTIERES, <i>Kirghizstan</i>	150'000
Programme intégré de contrôle de la tuberculose dans le système pénitentiaire (2008-2010)	
FONDATION PSAM, <i>Madagascar</i>	90'000
Aide médicale et sanitaire au dispensaire Aina Vao de Mahajanga ((2008-2010)	
CROIX-ROUGE SUISSE, <i>Bangladesh</i>	83'000
Centre d'information, d'orientation, de conseils et de soins médicaux pour la prévention du sida (2006-2008)	
IDH-Suisse, <i>Bolivie</i>	
Education et information pour la prévention du Sida à Cochabamba (2008-2010)	
MEDICUBA, <i>Cuba</i>	65'000
Soins palliatifs pour les patients malades du cancer à la Havane	
INTERNATIONAL ASSISTANCE MISSION, <i>Afghanistan</i>	51'181
Services de soins ophtalmologiques dispensés à la population par le Mazar Ophthalmic Center, Mazar-e Sharif	
SidEcole - School against Aids, <i>Kenya</i>	20'000
Prise en charge des orphelins et enfants des rues à Lukonyi (2008 - 2009)	
Coopération décentralisée	676'732
COOPERATION CAMEROUN-GENEVE-JURA, <i>Cameroun</i>	200'000
Mise en œuvre des soins de santé primaires dans la province du Centre	
CENTRE MÉDICAL UNIVERSITAIRE DU CANTON DE GENÈVE (CMU), <i>Cameroun</i>	194'000
Coopération en matière d'enseignement entre la Faculté de médecine de Genève et la Faculté de médecine et des sciences biomédicales de Yaoundé (2007 - 2009)	
DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DU CANTON DE GENÈVE, <i>Nicaragua</i>	150'000
Mise en place d'une instance régionale pour la gestion du territoire à Matagalpa (2007 - 2009)	
HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE, <i>Afrique de l'Ouest</i>	108'600
Réseau en Afrique Francophone pour la Télé-médecine -RAFT (2008-2010)	

OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE, DIP, Cameroun	4'260
Soutien à l'élaboration d'une politique nationale d'orientation professionnelle	
HAUTE ECOLE DE SANTE DE GENEVE, Cameroun	19'872
Formation pour l'amélioration de la prise en charge des plaies et cicatrisations	

Culture / Sensibilisation	215'000
----------------------------------	----------------

FESTIVAL BLACK MOVIE, Genève	50'000
FORUM INTERNATIONAL MEDIAS NORD-SUD, Inde	50'000
FESTIVAL DU FILM ET FORUM INTERNATIONAL SUR LES DROITS HUMAINS, Genève	50'000
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ORIENTAL DE GENÈVE, Genève	25'000
LE COLLECTIF DES MONDES CONTRAIRES, Nicaragua	20'000
Projet métissage - Collaboration artistique et pédagogique avec le Colectivo de Mujeres de Matagalpa	
LE TROISIEME SPECTACLE, Liban	10'000
Antigone à Beyrouth - Projet d'échanges artistiques et pédagogiques entre comédiens suisses, arabes et élèves de lycées de Beyrouth	
FESTIVAL DU FILM ET FORUM INTERNATIONAL SUR LES DROITS HUMAINS, Genève	10'000
Evénement célébrant le 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l'homme	

Aide humanitaire	850'000
-------------------------	----------------

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES (MSF), RDC	200'000
Prise en charge des besoins médicaux de base et distribution d'articles de première nécessité pour les victimes du conflit dans le nord-est du pays	
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES (MSF), Guinée Bissau	150'000
Prise en charge médicale des populations affectées par l'épidémie de choléra	
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES (MSF), Ouganda	150'000
Prise en charge médicale des populations affectées par l'épidémie du virus Ebola	
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES (MSF), Myanmar (Birmanie)	100'000
Distribution de matériel sanitaire et mise en place du traitement de l'eau potable dans les zones affectées par le passage du cyclone "Nargis"	

CARE INTERNATIONAL, Myanmar (Birmanie)	100'000
Distribution de vivres, d'articles de première nécessité et d'abris d'urgence dans les zones affectées par le passage du cyclone "Nargis"	
TERRE DES HOMMES, Géorgie	100'000
Programme d'assistance psycho-social en faveur des familles déplacées d'Ossétie du Sud	
CROIX-ROUGE SUISSE (CRS), Haïti	50'000
Opération d'urgence suite au passage de l'ouragan "Hanna"	
Total des projets acceptés par le service de la Solidarité internationale	5'159'958
Manifestations à Genève impliquant des acteurs des pays en développement.	622'500
MANDAT INTERNATIONAL	200'000
Hébergement de délégués non gouvernementaux des pays du Sud (convention 2008-2010)	
SERVICE INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'HOMME (SIDH)	80'000
Mandat entre l'Etat de Genève et le Service international des Droits de l'homme, pour une formation de qualité à des professionnels de la défense des droits humains, originaires de pays tiers (convention 2007-2009)	
CENTRE EUROPE - TIERS-MONDE (CETIM), International	55'000
Elaboration de brochures didactiques dans le domaine des droits humains	
CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES PEUPLES AUTOCHTONES (DoCip)	40'000
Mandat de prestation entre l'Etat de Genève et le Centre de documentation, de recherche et d'information, pour les peuples autochtones (convention 2007 - 2009)	
COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES	54'000
Participation des membres du Sud au congrès 2008 sur la thématique de la magistrature en temps de crises	
GENEVA HEALTH FORUM	50'000
Hébergement des participants des pays du Sud à l'édition 2008 du GHF	
BUREAU INTERNATIONAL DE L'EDUCATION - UNESCC	35'000
Hébergement des participants des pays du sud à la Conférence internationale de l'éducation	
INFOSUD	20'000
Participation des journalistes du Sud à l'atelier de formation Média21 sur le thème du changement climatique	

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION À L'ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX (CIFEDHOP)	60'000
Expertise sur les institutions du système international de promotion et de protection des droits de l'homme et formation des milieux éducatifs des pays du Sud (Convention 2008-2010)	
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)	10'000
Hébergement de quatre participants irakiens au cours d'été 2008	
CIMERA	8'000
Hébergement des participants des pays du Sud au colloque "Dialogue sur le passé turco-arménien"	
FONDATION WINDS OF HOPE	5'500
Hébergement de deux participants burkinabés à la Journée mondiale du Noma	
FEDERATION MONDIALE DES ASSOCIATIONS POUR LES NATIONS UNIES (FMANU)	5'000
Hébergement des participants des pays européens émergents à la Conférence des association européennes membres de la FMANU	

Contrat de prestations entre l'État de Genève et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)	3'000'000
--	------------------

Convention entre l'État de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	3'000'000
--	------------------

Aide aux missions des pays les moins avancés auprès des institutions internationales établies à Genève (Gestion DCTI)	1'188'054
--	------------------

GRAND TOTAL FONDS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	12'970'512
--	-------------------

Fonds de lutte contre la drogue	221'742
--	----------------

PROJETS PRESENTÉS PAR LA FGC:

GENÈVE TIERS-MONDE, Pérou	90'608
Santé mentale et prévention de la consommation de drogues et d'alcool auprès des jeunes à Abancay, département d'Apurimac	
TERRE DES HOMMES-SUISSE - GENEVE, Pérou	87'481
Appui aux familles paysannes dans la vallée de Cunas, Huancayo	
TERRE DES HOMMES-SUISSE - GENÈVE, Uruguay	43'653
Barrilete - Prévention de la consommation de drogue chez les enfants et les jeunes dans les quartiers populaires de Montevideo	

**Liste des membres de la commission consultative
pour la solidarité internationale (CSI)**

Présidente :

Mme Fabienne Bugnon Département des institutions
Office des droits humains
Directrice générale
Tél : 022 327 00 67
fabienne.bugnon@etat.ge.ch

Représentant-e-s des départements :

Mme Jacqueline Horneffer Département de l'instruction publique
(ad intérim) Secrétariat général
Secrétaire adjointe
Tél : 022 327 36 36
jacqueline.horneffer@etat.ge.ch

Vacant Département du territoire
Service des affaires extérieures

Mme Nicole Rosset Département de l'économie et de la santé
Secrétariat général HUG
Secrétaire adjointe
Tel : 022 305 41 50
nicole.rosset@hcuge.ch

M. Jean-Luc Chopard Chancellerie d'Etat
Chef du service du protocole
Tél : 022 327 22 03
jean-luc.chopard@etat.ge.ch

M. Blaise Cruzier Département des constructions et des
technologies de l'information
Service juridique
Architecte
Tel : 022 327 50 41
blaise.cruzier@etat.ge.ch

Experts externes :

- Mme Catherine Morand Représentante pour la Suisse romande
SwissAid
26, chemin des Ormeaux
1066 Epalinges
Tél : 021 620 69 73
c.morand@swissaid.ch
- M. Olivier Berthoud Chemin des Coudriers 17A
1216 Cointrin
Tél : 079 723 88 93
olivier.berthoud@cosude.org
- M. Anton Weber Wiesenstrasse 74
3014 Berne
aweber2@bluemail.ch
- M. Jacques Stroun Directeur des ressources humaines
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
1ter, chemin des Flombards
1226 Genève
Tél : 022 736 00 81
jstroun@icrc.org

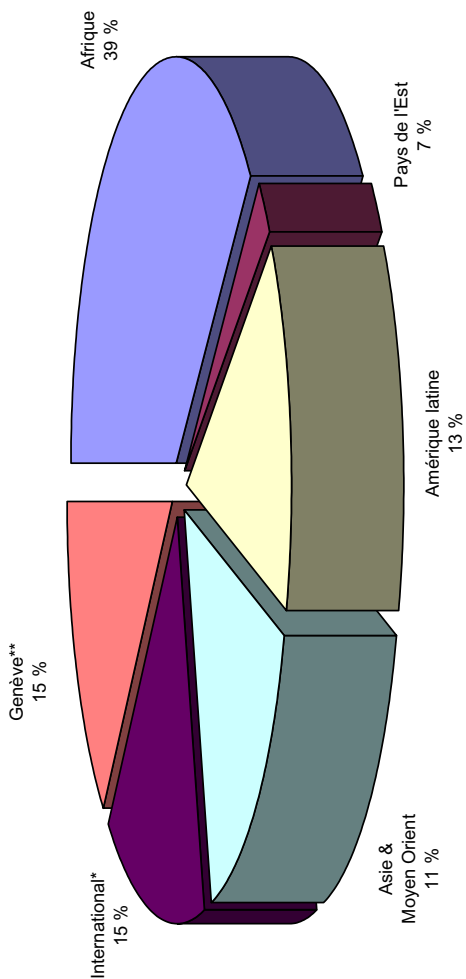
Service de la Solidarité internationale

- Mme Maria Jesus Alonso Lormand Département des institutions
Service de la Solidarité internationale
Cheffe de service
Tél : 022 388 15 43
Maríajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch
- Mme Vanessa Mengel Département des institutions
Service de la Solidarité internationale
Chargée de projets
Tél : 022 388 15 45
Vanessa.mengel@etat.ge.ch

Budget 2008

Total SI 2008	Budget.-	Comptes	Commentaires
04.90.02.00	13'798.894-	13'749.839,7	
36 Subventions accordées:	13'100'000.-	12'970'512.-	
<input type="checkbox"/> FGC	3'000'000.-	3'000'000.-	Contrat de prestations
<input type="checkbox"/> CICR	3'000'000.-	3'000'000.-	Selon convention
<input type="checkbox"/> Aide aux missions des pays les moins avancés (DCTI)	1'300.000.-	1'188'054.-	
<input type="checkbox"/> Aides aux pays en voie de développement:	5'800'000.-	5'782'458	
➤ Projets de coopération	5'200'000	5'159'958.-	
➤ Manifestations liées à la GE internationale impliquant les pays en développement (Chancellerie)	600'000	622'500.-	
38 Versement sur financements spéciaux			

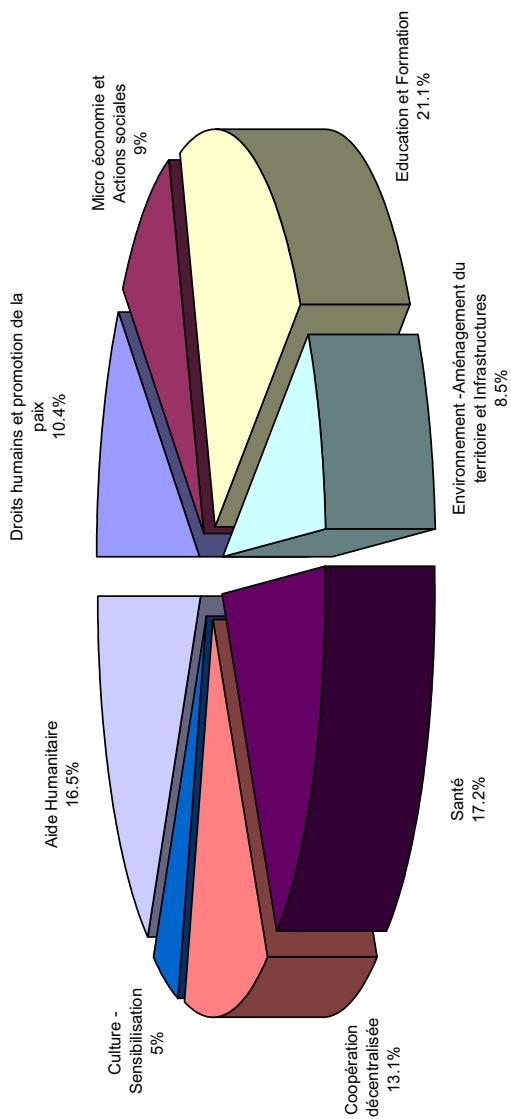
REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ACTIONS DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EN 2008



* projets développés en réseau sur plusieurs pays

** projets réalisés à Genève

REPARTITION PAR DOMAINE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE 2008



LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EN 2008

